

De quoi Zemmour est-il le symptôme morbide ? De grandes tendances de la politique française

mardi 19 octobre 2021, par [PALHETA Ugo](#) (Date de rédaction antérieure : 11 octobre 2021).

Profitant d'une énorme médiatisation, l'extrême droite et la droite extrémisée semblent avoir un nouveau champion pour l'élection présidentielle du printemps prochain, en la personne d'Éric Zemmour. S'il n'est pas certain que l'ascension de celui-ci dans les sondages se poursuive ou se confirme, il faut néanmoins prendre au sérieux la menace spécifique qu'il représente et chercher à comprendre ce qu'exprime son succès actuel.

Sommaire

- [Des médias asservis à la \(...\)](#)
- [Une solution de rechange \(...\)](#)
- [La montée d'un racisme conspir](#)
- [Un backlash idéologique \(...\)](#)
- [L'extrémisation de la droite](#)

Face à la progression sondagière d'Éric Zemmour, certain-es sont enclin-es à gauche à penser qu'il n'y a là qu'une [bulle médiatique](#) et à faire le dos rond en attendant, ou en espérant, qu'elle explosera d'elle-même. On pourrait aussi se contenter d'y voir une énième manifestation de ce « [pétainisme transcendantal](#) » dont parlait Alain Badiou : une « *forme historique de la conscience des gens, dans notre vieux pays fatigué, quand le sourd sentiment d'une crise, d'un péril, les fait s'abandonner aux propositions d'un aventurier qui leur promet sa protection et la restauration de l'ordre ancien* ». Le problème, c'est que cette caractérisation développée par le philosophe à propos de Sarkozy pourrait s'appliquer à de nombreux hommes politiques qui posent en sauveurs, aussi bien à Macron qu'à Zemmour et Le Pen. Elle ne nous aide donc guère à saisir le sens spécifique de l'ascension résistible – du moins à ce stade – d'Éric Zemmour.

Notre point de vue, c'est qu'elle exprime certaines des grandes tendances de la politique française. Or, celles-ci préexistaient à Zemmour, ne sont pas près de disparaître (comme certains imaginaient que la progression de l'extrême droite avait été stoppée par les mauvais scores du FN/RN aux dernières élections régionales) et il nous faudra bien les affronter, quoi qu'il advienne de sa probable candidature à l'élection présidentielle. La transformation (en cours) du capital médiatique de Zemmour en capital politique pose toutefois de nouveaux problèmes – et crée de nouvelles menaces – comme on va le voir. Le succès qu'elle rencontre actuellement rappelle en outre – dans le contexte spécifique à la France – des dynamiques que l'on a vues à l'œuvre ces dernières années dans d'autres pays, en particulier les États-Unis et le Brésil, où des personnages aussi grotesques que dangereux ([Trump](#) et [Bolsonaro](#)) sont parvenus à bousculer les organisations de droite et à conquérir le pouvoir par la voie électorale.

On se propose donc ici de fournir quelques clés de lecture du « zemmourisme », étant entendu que –

contrairement aux prétentions du « grand homme » et à ce qu’imaginent ses adorateurs – ce n’est pas dans sa personnalité, son esprit ou son talent qu’il faut chercher la source du succès sondagier que l’on observe actuellement. Au contraire, la nullité du personnage nous ramène en quelque sorte à l’énigme que Marx avait cherché à éclairer dans son [18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte](#) : comment un être aussi médiocre peut-il occuper le devant de la scène médiatique et bousculer le jeu politique dans l’une des principales puissances capitalistes ? L’hypothèse défendue ici, c’est que Zemmour n’est que le nom privé d’un [processus de fascisation](#) et, en tant que tel, il doit d’abord être interrogé comme symptôme ou, pour reprendre l’expression de Gramsci, comme « [symptôme morbide](#) ».

Des médias asservis à la logique du profit

L’aspect le plus évident du problème, c’est que Zemmour est une construction médiatique. Celle-ci ne date pas de la constitution de l’empire Bolloré, qui a fait de l’idéologue – pourtant condamné deux fois pour incitation à la haine raciale – son principal produit d’appel sur la chaîne d’ « information » en continu CNews.

Rappelons qu’avant d’officialier sur celle-ci, il fut lancé il y a près de 20 ans sur ITélé (il est vrai l’ancêtre de CNews), pour un débat quotidien qu’on imagine hautement conflictuel avec Christophe Barbier, puis surtout par Laurent Ruquier qui, en érigeant Zemmour en tête de gondole de son émission de grande écoute « On n’est pas couché », a joué dans cette affaire le rôle du docteur Frankenstein. Ruquier peut bien aujourd’hui regretter d’avoir contribué à créer le « phénomène Zemmour » ; il n’interroge pas les raisons pour lesquelles lui et la productrice de l’émission (Catherine Barma) ont choisi Zemmour et l’ont maintenu plusieurs années à l’antenne, à savoir la logique du buzz et de l’audimat à tout prix, donc du profit (empoché par la société de production de Barma et par Ruquier sous la forme de salaires mirobolants).

Il faudrait même faire remonter la fabrication du personnage médiatique à la publication du *Premier sexe*, manifeste masculiniste pour lequel Zemmour a pillé certaines « idées » développées avant lui par [l’idéologue néofasciste Alain Soral](#), notamment concernant la « féminisation des sociétés » ou encore la « dévirilisation des hommes ». Livre dans lequel il affirmait l’infériorité congénitale des femmes et la nécessaire domination des hommes (d’ailleurs désirée secrètement par les femmes, selon la psychanalyse de comptoir que développent Zemmour et Soral).

On pourrait sans doute montrer que la publication de ce livre fut parfaitement et délibérément calibrée par Zemmour, moyennant outrances et provocations évidentes, pour favoriser une large appropriation médiatique. À l’aube des années 2000, Zemmour était un journaliste politique du *Figaro* encore assez obscur mais, en quête d’ascension sociale rapide, il a su jouer habilement le jeu médiatique – [comme l’a montré Gérard Noiriel](#) – et devenir ce qu’on nomme un « bon client » : clivant il est vrai mais on n’a rien sans rien...

Zemmour comme construction médiatique donc, et l’essentiel a été dit sur ce point par [Pauline Perrenot pour Acrimed](#). Mais cela va plus loin : Zemmour est l’expression de l’anéantissement presque total du débat public à une époque où se sont pourtant multipliées les émissions dites « de débat » mais où les conditions d’un véritable débat rationnel et pluraliste ne sont jamais (ou presque) réunies. Si nombre d’éditorialistes et d’hommes politiques peuvent s’exclamer bien haut que Zemmour représente une élévation du débat public, c’est que celui-ci est tombé si bas que quelques vagues références historiques (qui relèvent d’ailleurs davantage du « roman national » que de l’histoire à proprement parler), quelques chiffres généralement faux, et quelques citations apprises par cœur suffisent à faire d’un cuistre un « grand intellectuel ».

Il y a ici des tendances lourdes et anciennes : bien sûr la faiblesse du pluralisme politique et idéologique dans des médias privés (tous aux mains de milliardaires) et dans les médias publics ; mais aussi le fait que des éditocrates et des intellectuels médiatiques (BHL, Finkelkraut, Comte-Sponville, etc.), autrement dit des intellectuels devant intégralement leur renommée aux médias et non à une œuvre qui aurait été plébiscitée dans le champ intellectuel, définissent pour l'essentiel l'agenda médiatique (ce qui doit être débattu), en collaboration avec les partis dominants, et sont appelés dans les médias à dire le « vrai » concernant les transformations de la société française (marginalisant très largement les chercheurs/ses universitaires et les revues intellectuelles).

On fera remarquer également que le « phénomène Zemmour » fait exploser l'illusion selon laquelle les médias web et les réseaux sociaux auraient rendu caducs les médias dits traditionnels (presse écrite, télé et radio), ce qui nous épargnerait la nécessité de leur transformation radicale. Zemmour est un pur produit de ces médias traditionnels (*Le Figaro* et RTL notamment, et même France 2 pendant un temps), et l'on voit à travers son exemple qu'une grande partie de ce qui est promu, partagé et discuté sur les réseaux sociaux ou les médias web provient d'émissions de télévision et de radio, les « nouveaux médias » (déjà plus si nouveaux) jouant un rôle de caisse de résonance de ce point de vue.

Enfin, il faut insister sur le fait que si les sondages mesurent essentiellement à ce stade l'exposition médiatique des candidat-es (voire, dans le cas de Zemmour, de quelqu'un qui ne s'est pas encore déclaré candidat), ils constituent en quelque sorte une prophétie auto-réalisatrice : l'omniprésence médiatique de Zemmour lui permet de voir sa cote sondagière monter, et en retour cette montée le fait exister politiquement comme une possibilité tangible, le faisant encore progresser dans les sondages et justifiant après coup sa [sur-médiatisation](#) (d'autant que cette montée peut le faire apparaître comme le « vote utile » du « camp des patriotes », c'est-à-dire de l'extrême droite et de la droite extrémisée). Dans tous les cas, la responsabilité des « grands » médias est ici maximale.

Une solution de rechange pour la bourgeoisie

Zemmour n'est pas qu'un artefact médiatique et sondagier ; il représente aussi pour certaines franges de la bourgeoisie une possible solution de rechange. Les patrons n'aiment pas l'incertitude, et ils ne mettent jamais tous leurs œufs dans le même panier. Aux États-Unis, la bourgeoisie finance – généralement selon les intérêts spécifiques de chacune de ses fractions – aussi bien le Parti républicain que le Parti démocrate (Clinton et Biden ont même reçu plus de fonds que Trump). De même, dans l'Allemagne des années 1930, les capitalistes allemands finançaient l'ensemble des partis de droite et d'extrême droite, dont les nazis.

Or, dans l'état de crise de représentation politique que connaît la France (qui signifie une rupture du lien entre représentants et représentés, manifestée par la disparition de ces partis politiques solidement implantés socialement que constituaient auparavant le Parti socialiste, la droite gaulliste ou encore le Parti communiste), les possédants cherchent à faire en sorte qu'existe une variété d'agents capables de défendre l'ordre social et de favoriser l'accumulation du capital, par tous les moyens nécessaires. Cela peut passer par le fait de favoriser l'émergence de figures qui appartiennent indéniablement aux classes possédantes et en défendent les intérêts, mais dont la réputation n'est pas entachée par l'appartenance à des partis discrédités.

Macron est l'un de ces agents, à l'évidence, et l'on sait de quelle mobilisation médiatique [mais aussi patronale](#) il a bénéficié en 2016-2017 et sans laquelle il n'aurait eu aucune chance de l'emporter. Au fil de son mandat, il s'est d'ailleurs affiché de plus en plus clairement comme [l'incarnation politique du parti de l'Ordre](#), en particulier en réprimant féroce les mouvements sociaux ([les Gilets](#)

[jaunes](#) surtout). Cela a impliqué pour lui de transformer profondément son électorat en attirant à lui des segments de la clientèle de la droite traditionnelle (qui avait voté Fillon) tout en conservant les segments les plus droitiers de l'ancien électorat PS. Cela a fonctionné jusqu'à maintenant, et rien n'indique pour l'instant que son pari sera perdu en 2022.

Le problème, c'est qu'en unifiant la droite décomplexée (de Darmanin et Blanquer) et la « droite complexée » (pour reprendre l'expression de Frédéric Lordon) de Collomb, Rugey ou Valls, Macron a aboli l'alternance gauche/droite qui avait si bien réussi à la bourgeoisie française depuis 1981 pour imposer les politiques néolibérales et éloigner toute perspective de rupture, dans un pays pourtant marqué par de larges contestations sociales et une aspiration forte à maintenir les conquêtes sociales d'après-guerre.

Et même si la bourgeoisie n'a fondamentalement [rien à craindre du FN/RN](#) (Marine Le Pen n'ayant cessé de lui donner des gages de bonne conduite économique pour attirer l'électorat de LR : remboursement de la dette publique, pas de sortie de l'euro, pas d'augmentation du SMIC, etc.), les grands patrons français n'ont jamais considéré le FN/RN comme un candidat sérieux à l'alternance, et encore moins comme « leur parti ». Pour Bolloré et d'autres secteurs de la classe possédante (Zemmour compte de plus en plus de soutiens [du côté de grands patrons](#)), celui-ci constitue donc une opportunité de faire émerger une solution de rechange à Macron qui ne soit pas associée au nom Le Pen (considéré comme trop sulfureux, donc davantage susceptible de susciter des mobilisations, donc de l'incertitude, etc.), même si l'actuel locataire de l'Élysée tient assurément encore la corde pour la majorité de la classe capitaliste française.

De ce point de vue Zemmour fait tout ce qu'il peut pour afficher une politique bourgeoise offensive qui ne diffère en rien de ce que propose LREM et LR : recul de l'âge de la retraite, baisse des impôts sur les bénéficiaires des sociétés, baisse des cotisations, etc. L'autre volet de sa politique « sociale », qui n'apparaît pas encore précisément, concernera évidemment les immigré-es puisque Zemmour dit d'ores et déjà qu'il financera les baisses de recettes fiscales en privant ces derniers de toute aide sociale, en supprimant l'AME, etc., ce qui ne se distingue nullement ici de ce qu'avance le FN/RN. Une fusion du néolibéralisme et du néofascisme en somme.

La montée d'un racisme conspiratoire

On a beaucoup dit ces vingt dernières années que la parole raciste s'était banalisée dans les médias dominants et parmi les « responsables » politiques. Cela paraît indéniable : les obsessions autoritaires, xénophobes et racistes de l'extrême droite, autour de l'insécurité, de l'islam et de l'immigration, ont pris dans les deux dernières décennies une place médiatico-politique qu'elles n'avaient pas auparavant, notamment concentrée autour de la question des quartiers dits « sensibles » à propos desquels est martelée la rhétorique néocoloniale – sinon celle des Croisades – de la « reconquête » (républicaine nous dit-on...).

La nouveauté des cinq dernières années, c'est l'apparition dans les « grands » médias – chaînes d'« information » en continu et radios commerciales – d'une [nuée de pseudo-journalistes d'extrême droite](#) (issus de *Valeurs actuelles*, de *Causeur*, de *L'Incorrect*, etc.) et la présence quasi-permanente des porte-parole du FN/RN, aux côtés de vieux briscards de la droite réac et raciste (Rioufol, Thérard, etc.) qui, au contact de cette jeune garde, ne cessent de se radicaliser eux-mêmes. Cela est vrai dans les chaînes de Bolloré mais cela ne s'y réduit en aucune manière ; qu'on prenne le temps de visionner BFM ou LCI, ou qu'on ait en tête l'arrivée de Devecchio sur France Inter.

À cette évidente banalisation des discours autoritaires et racistes, favorisée par le pouvoir politique quand par la voix de ministres on part en guerre contre la « subversion migratoire », le

« séparatisme » ou l' « islamogauchisme », quand un ministre de l'Intérieur justifie une loi ciblant les musulman-es en se réclamant de propos antisémites tenus par Napoléon en 1806, ou encore quand un président de la République donne une interview exclusive à *Valeurs actuelles* (d'ailleurs récemment condamnée par la justice pour injure raciste), s'ajoute une radicalisation dont Zemmour est à la fois le vecteur et le produit. Deux exemples suffiront.

Dans les années 1980-90, la dénonciation du prétendu « racisme anti-Blancs » était uniquement le fait de Jean-Marie Le Pen et du FN. À partir des années 2000, certains idéologues – autour de Jacques Julliard, Pierre-André Taguieff ou Alain Finkielkraut – ont diffusé l'idée selon laquelle existerait, à côté d'autres formes de racisme (antisémitisme, racisme anti-Arabs, etc.), un tel « racisme anti-Blancs ». Il semble que nous soyons entrés dans une nouvelle étape : au « racisme anti-Blancs » comme forme de racisme parmi d'autres (ce qui n'avait déjà pas plus de sens que de parler de sexisme anti-hommes) a succédé l'idée que nous vivrions dans « *un régime communautariste et racialisé anti-blanc, un apartheid inversé* » (les mots sont de Michel Onfray)[1].

L'autre exemple, connecté au précédent, c'est celui de [l'islamophobie](#). Si certain-es ont commencé dès les années 1980 mais surtout à partir du début des années 2000 – et si nombre d'idéologues et d'hommes ou de femmes politiques continuent – à dénoncer l'islam et les musulmans au prétexte qu'ils menaceraient le « vivre-ensemble » par leur « communautarisme » ou leur « séparatisme », on a vu se développer à partir de là une version beaucoup plus agressive de l'islamophobie, selon laquelle les musulmans aspireraient à soumettre la société française, à détruire la République, la France ou l'Occident (il y a des variantes), à dissoudre l'identité nationale ou civilisationnelle, etc.

Ce discours, autrefois confiné dans les marges (c'est-à-dire à l'extrême droite), s'est banalisé à tel point qu'un écrivain aussi central dans le champ littéraire français que Michel Houellebecq a pu en faire un livre à succès (intitulé *Soumission*), évidemment considéré comme salutaire et visionnaire par les islamophobes de tout poil (en France et ailleurs).

Rappelons que ce livre imaginait la victoire d'un candidat musulman lors de l'élection présidentielle de 2022, et la transformation consécutive de la France en République islamique. Étrange prédiction alors que toute une industrie médiatique et éditoriale de l'islamophobie s'est développée au cours des 20 dernières années en France et que les principaux candidats à la présidentielle de droite et d'extrême droite ne cessent de faire de la surenchère sur ce terrain depuis des mois. Rappelons que le livre de Houellebecq s'était vendu au bout d'un mois à près de 350 000 exemplaires, et il fut en tête des ventes en France, en Allemagne et en Italie (où on avait déjà vu [les livres de Fallaci](#), violemment racistes, se vendre à plusieurs millions d'exemplaires !).

Ces mythes d'un complot islamique visant à soumettre l'Europe ne sont pas nouveaux. L'extrême droite s'en nourrit depuis les années 1970 : depuis le *Camp des saints* de Jean Raspail ([l'un des livres favoris de Marine Le Pen](#)), défendant un génocide préventif face à des non-Blancs soupçonnés de vouloir commettre un « génocide blanc », jusqu'à Renaud Camus et son « grand remplacement. Avec quelques différences, ils fonctionnent de manière similaire et jouent un rôle analogue aux mythologies antisémites du « complot juif mondial ». Il s'agit en réalité de deux variétés de *racisme conspiratoire*[2].

Dans [un livre important publié récemment](#), Reza Zia-Ebrahimi a bien montré la fonction de cette forme de racisme : pour se préserver nous dit-on de la « guerre civile », du « délitement de la nation française », d'une « destruction de la civilisation occidentale/européenne », d'un « génocide blanc » (selon la variante choisie par tel ou tel courant d'extrême droite), il s'agirait d'employer préventivement les grands moyens, en rompant avec le « droit-de-l'hommisme » (donc en déshumanisant certaines populations considérées comme menaçantes) et en remettant en cause

l'État de droit : non seulement stopper toute forme d'immigration en provenance du Sud global (supprimer une fois pour toutes le droit d'asile quand il concerne certains pays et certaines populations, abroger le droit au regroupement familial, etc.), refuser d'accorder des droits aux migrant·es qui sont ici (amplifiant ce qui est déjà à l'œuvre depuis des années), mais aussi « nettoyer les quartiers » (expression plusieurs fois utilisée par Zemmour) et engager une « remigration » (c'est-à-dire une déportation de masse).

Nul hasard si Zemmour a pu envisager explicitement la déportation de millions de musulman·es. Quand un journaliste italien lui demandait en 2014 si c'est bien ce qu'il suggérait, voici sa réponse : « *Je sais, c'est irréaliste mais l'histoire est surprenante. Qui aurait dit en 1940 qu'un million de pieds-noirs, vingt ans plus tard, seraient partis d'Algérie pour revenir en France ?* ». Mais cela n'a rien de surprenant puisque Zemmour considère les migrant·es venu·es du Sud global comme [des voleurs, des violeurs et des assassins](#). Qu'on ne prétende pas d'ailleurs que Marine Le Pen n'irait pas aussi loin, puisque celle-ci pouvait affirmer [en meeting en 2012](#) : « *Combien de Mohamed Merah dans les bateaux, les avions, qui chaque jour arrivent en France remplis d'immigrés ? Combien de Mohamed Merah parmi les enfants de ces immigrés non-assimilés ?* ».

Il importe d'être aussi clair que possible sur ce point : la victoire politique de ce racisme conspiratoire nous amènerait à terme bien au-delà des discriminations systémiques [que subissent d'ores et déjà les musulman·es en France](#), et au-delà même d'une institutionnalisation de ces discriminations. Ce qui se trouve au bout du chemin, c'est une vaste opération de nettoyage ethnique (dont l'histoire du XX^e siècle a abondamment montré qu'elle pouvait prendre la forme d'une déportation de masse mais aussi de massacres à caractère génocidaire), ainsi qu'une répression tous azimuts de la gauche sociale et politique (dans toutes ses composantes, des plus radicales aux modérées), des mouvements antiracistes, féministes et LGBTQI+, dans la mesure où ces derniers constitueraient selon les néofascistes un « parti de l'étranger », complice de la destruction de la France, de l'Occident, des Blancs mais aussi des hommes.

Les attentats commis par des militants d'extrême droite - en particulier Breivik en 2011 contre des militant·es de la jeunesse socialiste de Norvège ou celui de Tarrant en 2019 contre des musulman·es en Nouvelle-Zélande (qui ont fait dans chaque cas plusieurs dizaines de morts), de même que les tentatives d'attentats d'extrême droite régulièrement déjoués en France ces dernières années - illustrent clairement où mène ce catastrophisme paranoïaque et raciste que constitue le conspirationnisme islamophobe, et quels en sont les cibles logiques.

Un backlash idéologique anti-égalitaire

On se rassure parfois à bon compte en imaginant que Zemmour et ses semblables n'incarneraient que le dernier sursaut d'un vieux monde en train de périr. On suit alors la pente d'un progressisme naïf selon lequel l'Humanité irait nécessairement - même de manière quelque peu chaotique - vers davantage d'égalité et de respect des droits humains fondamentaux.

C'est d'ailleurs ainsi que se campe l'idéologue néofasciste et que le perçoivent ses partisans, comme résistant à des forces immenses et au rouleau-compresseur d'une idéologie qui briserait les valeurs traditionnelles, les identités héritées et les hiérarchies « naturelles ». Il suffit pourtant de comparer la très faible présence de militant·es ou d'intellectuel·les antiracistes dans les « grands » médias et la place croissante qu'y occupent les idéologues d'extrême droite ou de la droite extrémisée, pour mesurer à quel point ce récit est grotesque. Dans ce courant politique, on tend sans cesse à exagérer la puissance de l'adversaire pour mieux justifier une politique extrémiste de restauration ou, pour être plus précis, de contre-révolution.

Reste qu'il y a à l'évidence un élément de vérité ici : Zemmour apparaît bien en France comme la version la plus agressive d'une réaction de défense des privilèges – en particulier de genre et de race – face à la montée des idées et des mouvements féministes et antiracistes. Difficile par exemple de ne pas constater que l'intensification de l'islamophobie médiatico-politique depuis deux ans est consécutive à la plus importante manifestation – numériquement et politiquement – qui ait eu lieu en France au cours des vingt dernières années contre le racisme ciblant spécifiquement les musulman·es, à savoir [la manifestation du 10 novembre 2019](#).

Dans la mesure où cette manifestation avait été appelée non seulement par des organisations musulmanes et de défense des musulman·es mais aussi par l'essentiel de la gauche sociale et politique, il s'agissait pour le pouvoir politique et l'extrême droite d'affaiblir le pôle autonome dont le Collectif contre l'islamophobie en France était le fer de lance (ce fut fait avec la dissolution sans aucun motif sérieux de cette organisation fin 2020) et de disqualifier cette gauche qui avait (enfin !) décidé de participer à une mobilisation contre l'islamophobie, en la traînant dans la boue des accusations de communautarisme mais aussi d'antisémitisme, de complicité avec le terrorisme, etc.[3].

De même, il n'est pas contradictoire de constater à la fois une progression du mouvement et des idées féministes, marquée en France par le succès des manifestations contre les violences sexistes et sexuelles mais aussi d'importants succès de librairie pour les publications féministes, et l'attrait que suscite un idéologue dont le masculinisme forcené est bien connu. Là encore, Zemmour est l'incarnation d'un *backlash* anti-égalitaire qui accompagne comme son ombre la quatrième vague féministe : en dénonçant une prétendue « tyrannie des minorités », il ne s'agit pas simplement pour lui et ses comparses de dissimuler le maintien des structures de la domination masculine mais de faire taire une bonne fois les mouvements qui déstabilisent l'ordre hétéro-patriarcal.

Les forces réactionnaires ne sont donc pas restées l'arme au pied face aux puissantes mobilisations féministes à l'échelle mondiale ou face à l'énorme mouvement, lui-aussi mondial, contre les violences policières à caractère raciste. Et l'on ne devrait pas considérer que la guerre culturelle qu'elles mènent ne constituerait qu'un soubresaut sans lendemains : elle a des visées d'anéantissement et ne s'arrêtera que si elle est stoppée. Doit-on rappeler qu'aussi bien dans le cas de l'antisémitisme que de celui de la suprématie blanche, c'est suite à des conquêtes démocratiques, précisément dans une logique de *backlash* et de ressentiment, que sont nés et se sont développés certaines des idéologies et certains des mouvements les plus violemment racistes et réactionnaires (en particulier aux États-Unis le Ku Klux Klan et en Allemagne le mouvement *Völkisch* dont les nazis sont l'un des prolongements) ?

La politique que Zemmour cherche à populariser ne se contente pas de dénoncer les théories (et les pratiques) antiracistes et féministes développées au cours des dernières décennies. Dans son viseur se trouve l'idée même d'égalité et de droits humains fondamentaux. Nul hasard si Zemmour cite régulièrement l'un des principaux idéologues contre-révolutionnaires de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle, Joseph de Maistre, notamment pour justifier son refus de toute forme d'universalisme au profit d'un nationalisme ethniciste (« Moi je suis comme Joseph de Maistre, je ne connais pas l'homme, je n'ai rencontré que des Italiens, des Français, des Anglais, etc. »).

Zemmour n'est donc pas seulement obsédé par Mai 68, ce fétiche qu'a tant agité l'ancien président Nicolas Sarkozy, mais par 1789 et la Révolution française, dont procéderait selon lui le déclin français. Cette obsession l'inscrit pleinement et indéniablement dans toute une tradition des anti-Lumières que l'historien du fascisme Zeev Sternhell [a parfaitement identifiée](#) et qui vise aussi bien l'universalisme abstrait propre à la modernité bourgeoise et à la démocratie libérale que l'humanisme révolutionnaire porté depuis le XIX^e siècle par le mouvement ouvrier dans toutes ses composantes mais aussi la plupart des mouvements anticoloniaux de libération nationale. Doit-on

rappeler que ce point de convergence entre les extrêmes droites fasciste et traditionnaliste avait été résumé par Goebbels quelques mois après l'arrivée au pouvoir des nazis, celui-ci affirmant que les nazis avaient « effacé 1789 de l'histoire » ?

L'extrémisation de la droite

Comme on l'a dit plus haut, la parole raciste n'a cessé de se banaliser au sein du personnel politique et dans les « grands » médias. La chose n'est pas nouvelle : Jacques Chirac avait pu être élu Président de la République (en 1995) quelques années seulement après avoir disserté en plein meeting - à grands renforts de rires gras - sur « le bruit et l'odeur » des familles immigrées. De même un ancien président - Valéry Giscard d'Estaing pour ne pas le citer - pouvait en 1991 assimiler l'immigration à une « invasion » et proposer de substituer le « droit du sang » au « droit du sol » dans l'acquisition de la nationalité française.

Mais il est vrai que l'appel de Sarkozy à « décomplexer » la droite a amené celle-ci à aller plus loin et il a été entendu par ses troupes et d'omniprésents éditocrates : alors même que Chirac s'était fait élire en s'érigeant en rempart contre l'extrême droite, ce sont bien les « idées » et le langage de celle-ci qui ont infusé profondément au sein de la droite à partir de 2002, année qui a marqué l'arrivée de Sarkozy sur le devant de la scène politico-médiatique.

On a pris l'habitude à gauche de ne traiter que par l'ironie ou le mépris celui qui vient d'être condamné à un an de prison ferme par la justice pour le financement illégal de sa campagne de 2012. Il faut pourtant insister sur le fait que Sarkozy a été le principal acteur de l'extrémisation de la droite et l'on ne comprendrait rien au succès de Zemmour à droite, dans toutes ses franges (y compris le macronisme, sous l'autorité d'ailleurs de Macron lui-même dont on a appris récemment qu'il aurait commandé un rapport sur l'immigration à Zemmour), sans l'action de Sarkozy pendant dix années de vie politique durant lesquelles il fut en permanence au centre de l'attention (entre 2002 et 2012). Avant que Macron ne s'engage sur cette voie, Sarkozy a été le principal introducteur en France d'un populisme néolibéral-autoritaire qui se rapproche en grande partie du thatchérisme (tel qu'il fut [analysé brillamment par Stuart Hall](#)).

Il importe d'y insister parce qu'avec l'ascension de Zemmour sont sans doute en train de tomber les derniers obstacles qui s'opposaient à la synthèse politico-électorale entre une droite extrémisée et une extrême droite avec laquelle la plupart des barons de la droite (et une partie au moins de son électorat) rechignait encore à faire alliance. Si Zemmour s'installe durablement devant LR et le FN/RN dans les sondages, il a toutes les chances de rafler des soutiens venant de ces deux organisations, et d'être en capacité dans un éventuel 2nd tour de cumuler les reports de voix de leurs électeurs-rices respectifs-ves. Ce n'est pas simplement que l'opportunisme est structurel chez des gens dont la politique est la profession ; c'est aussi que le terrain a été préparé par une dérive idéologique de la droite depuis deux décennies, ce qui nous renvoie au sarkozysme[4].

Si des philosophes pour médias peuvent appeler à tirer à balles réelles sur les Gilets jaunes ou confesser qu'[ils voteraient plus volontiers pour Marine Le Pen](#) que pour Jean-Luc Mélenchon (ce qui n'est pas pour surprendre quiconque a une connaissance de la faillite absolue d'une grande partie de l'intelligentsia durant l'entre-deux-guerres), si un porte-parole de LR peut tranquillement affirmer que [les Blancs subiraient une « épuration ethnique »](#) dans les quartiers populaires et d'immigration, ou encore si des parlementaires de droite peuvent [appeler à la dissolution de l'UNEF](#), on voit mal ce qui pourrait conduire la droite à ne pas s'offrir corps et âme - c'est-à-dire organisationnellement et idéologiquement - à Zemmour.

Qu'on ne s'illusionne donc pas : dans un scénario cauchemardesque qui verrait l'élection de

Zemmour, celui-ci n'aurait aucun mal à former un gouvernement composé de ténors de la droite et à rassembler une majorité parlementaire. Là encore, il n'y a pas de quoi surprendre quelqu'un qui connaît l'histoire des gouvernements fascistes au XX^e siècle, ces derniers ayant toujours compté initialement plus de ministres de droite que d'extrême droite.

Il est vrai qu'une victoire électorale ne permet pas tout et que l'opposition de secteurs importants de l'État peut amener ces gouvernements à en rabattre sur leur programme ou leurs ambitions putschistes ([qu'on pense aux tentatives de Trump de se maintenir au pouvoir](#)). La présence à la tête de l'État d'un néofasciste ne lui donne pas nécessairement les moyens politiques de fasciser l'État, comme en témoigne - au moins pour l'instant - l'exemple de Bolsonaro au Brésil. Néanmoins, ce qui se joue dans les appareils répressifs depuis plusieurs années - les initiatives factieuses des syndicats de police, l'impunité dont jouissent les crimes policiers, comme les tribunes de militaires appelant à affronter les « hordes de banlieue » pour éviter le « délitement de la France » - signalent que des pans significatifs de l'État sont disposés à aller encore beaucoup plus loin dans une direction ultra-autoritaire et dans l'institutionnalisation du racisme.

*

Ignorer Zemmour n'est malheureusement pas une option pour les anticapitalistes et les mouvements sociaux. Si celui-ci est bien le produit de deux décennies au moins de transformations politiques et idéologiques, et en grande partie un monstre créé de toutes pièces par les médias dominants, il est à présent un acteur central de la fascisation, qu'il nous faut impérativement combattre en tant que tel. Reste que, [comme dans le cas de Trump](#) ou de Le Pen, le « tout sauf Zemmour » est une impasse.

On reviendra dans un prochain article sur quelques pistes politiques pour affronter le danger mais disons d'emblée que le néofascisme ne pourra être vaincu sans que se développent des bastions de résistance antifasciste dans le corps social, sans que s'unissent les mouvements d'émancipation autour d'objectifs tactiques atteignables, permettant d'obtenir des victoires (même partielles) et de reprendre confiance dans la lutte collective, sans que l'antiracisme politique imprègne bien davantage qu'actuellement le *sens commun* et les pratiques militantes, et sans qu'émerge une alternative de gauche capable d'engager une rupture politique avec le néolibéralisme autoritaire. La barre est haute, mais avons-nous d'autres choix que de relever le défi ?

Ugo Palheta

Notes

[1] On notera qu'à l'inverse, dans les médias dominants, quiconque tient un discours conséquent ciblant le racisme systémique que subissent immigré-es et descendant-es d'immigré-es extra-européen-nes se trouve instantanément l'objet d'accusations de développer une « pensée victimaire », voire de succomber à une forme de « racisme inversé ». D'autres mots ont d'ailleurs émergé qui, dans la bouche de celles et ceux qui les emploient, ont à peu près la même signification et surtout la même fonction (interdire tout débat à propos du racisme systémique) : « indigénisme », « décolonialisme », « intersectionnalisme », « wokisme ».

[2] Ces deux conspirationnismes peuvent d'ailleurs s'imbriquer chez certains idéologues et mouvements néofascistes, imaginant que ce sont les Juifs, à travers des figures comme George Soros, qui seraient les artisans en sous-main du « grand remplacement » ou du « génocide blanc » (notamment à travers la défense des droits des migrant-es). Reste que, dans les récits les plus populaires à l'extrême droite (mais aussi dans une partie des médias *mainstream*), les Juifs et la lutte contre l'antisémitisme sont généralement utilisés à l'appui des mythes de la domination mondiale de

l'islam, celui-ci étant considéré comme une essence malfaisante, intangible et oppressive, intrinsèquement antisémite et fondamentalement intolérant.

[3] Alors que la gauche est si fréquemment accusée de complaisance avec l'antisémitisme, il est frappant de constater que Zemmour peut faire l'objet d'une hyper-médiatisation tout en n'ayant cessé de déployer une rhétorique négationniste consistant à absoudre Vichy, et en particulier Pétain, de sa responsabilité dans la déportation de dizaines de milliers de Juifs·ves (sans même parler de sa défense de l'idéologue antisémite Maurras et de bien d'autres déclarations).

[4] Le gaullisme n'a plus de réalité depuis longtemps : il n'existe plus que de manière fantomatique, comme une référence vide et il n'y a d'ailleurs pas vraiment de quoi le regretter. Néanmoins, il peut paraître ironique que les héritiers de ce mouvement né dans le combat contre la collaboration pétainiste soit à ce point attiré par un idéologue qui a fait de la défense de Pétain un élément cardinal de sa « pensée ». Il faut toute la reformulation de la présence de millions de musulman·es comme « occupation » (voire comme « colonisation à l'envers ») pour s'imaginer que cette politique serait en continuité avec l'appel du 18 juin...

P.-S.

- Contretemps. 11 octobre 2021 : <https://www.contretemps.eu/zemmour-fascisme-racisme-symptome-morbide-palheta/>

-

Ugo Palheta est sociologue, maître de conférences à l'université de Lille et membre du Cresppa-CSU. Il est l'auteur de **nombreux articles pour Contretemps**, de **La Possibilité du fascisme** (La Découverte, 2018) et, tout récemment avec Ludivine Bantigny, de **Face à la menace fasciste** (Textuel, 2021).